2133 s Statuts, métiers, parlons-en !

Depuis des mois le SNES discute avec le ministre une modification de notre statut. Si certains des aspects les plus controversés ont disparu (pas d'annualisation, les multiples tâches énoncées dans le volet 2 ont été remplacées par une référence au code de l'Éducation), des problèmes subsistent dans le projet. En premier lieu, il légalise les compléments de service, y compris dans une autre commune. Les heures de premières chaires sont remplacées par des pondérations : certains collègues y gagneront, d'autres y perdront ; dans le contexte actuel la pression pour que ces pondérations soient exclusivement prises en heures supplémentaires sera extrêmement forte, comme pour les quelques Rep+ concernés eux aussi par des pondérations. Certaines décharges de services pour fonctions particulières (responsables de labo ...) seront, elles aussi, remplacées par des indemnités.

Mais le plus important est que ce texte ne prévoit aucune véritable avancée : aucune réduction du temps de travail alors que, depuis 1950, le temps de travail des salariés a été baissé deux fois sans nous concerner ! Qui peut dire que le travail que nous faisons maintenant est moins pénible qu'en 1950 ?

Au lieu de ce projet nous voulons :

1. Un rapprochement entre les corps d'enseignants en prenant comme référence celui des agrégés dans la perspective du corps unique.
2. L'ajout d'une réduction du temps de travail proportionnelle à celle des salariés qui sont passés de 39 heures à 35 heures, soit plus de 10% de travail en moins (cela porterait le service des agrégés que tous les enseignants deviendraient à terme à 13,5 heures).
3. Dans ce temps de service doit être inclus un temps de travail en équipe (pour le suivi des élèves mais aussi et surtout pour les préparations de cours et la réflexion didactique et pédagogique).
4. La suppression de tout ce qui donne du pouvoir aux hiérarchies locales (indemnitaire, heures supplémentaires, décharges liées à certains services, etc.).
5. La fin des services partagés (avec l'idée que des morceaux de services disponibles dans les établissements permettraient des dédoublements, des remplacements efficaces et du travail à plusieurs enseignants auprès des élèves).
6. La reconnaissance de conditions de travail difficiles dans certains établissements justifiant un supplément de décharge pour le travail en équipe et une diminution de service supplémentaire pour alléger la semaine des collègues.

Laurent Boiron, Nolwenn Pontoizeau, élu-e-s Ecole Emancipée au BN